

Stade : Bruxelles dénonce le « sabotage » de la N-VA

SPORT La stratégie des nationalistes sous le feu des critiques

► Le ministre de la Mobilité flamand Ben Weyts (N-VA) veut enterrer le projet de Stade national.

► A Bruxelles, la majorité des partis y voit un conflit communautaire.

La sortie du ministre Ben Weyts (N-VA) sur son refus de céder des terrains cruciaux pour le projet de stade national à Grimbergen était une petite bombe. Les réactions ont été, logiquement, explosives... A commencer par celle du député bruxellois VLD Stefan Cornelis, qui a dénoncé vivement « la politique anti-Bruxelles » du parti nationaliste. A ses yeux, « c'est du sabotage. La N-VA fait tout pour torpiller un stade national emblématique, tout ça à partir d'un réflexe anti-bruxellois communautaire »... Ambiance entre les deux partis, partenaires de majorité en Flandre comme au fédéral !

Cette position est largement partagée dans la majorité régionale bruxelloise. Ainsi, le ministre de l'Economie Didier Gosuin (Défi) estime que l'attitude du ministre Weyts n'est « pas sérieuse » : « Incontestablement, des partenaires n'ont pas été réglés dans ce dossier. Voir le ministre sortir de cette manière après deux ans d'atermoiements et d'engagements financiers, ce n'est pas sérieux ! » Il poursuit : « Le message de monsieur Weyts, c'est de dire qu'il ne donnera pas un mètre carré de territoire flamand pour un projet à portée nationale. La N-VA travaille de manière masquée. On voit clairement qu'il y a une logique de fragiliser les institutions, l'Etat, les francophones. On l'a encore vu ce mercredi dans un autre dossier, à Linkebeek (NDLR : Lisbeth Homans a refusé de nommer Yves Ghequiere comme bourgmestre). » Pascal Smet (SPA) a qualifié, sur Bel RTL, l'attitude de Ben Weyts d'« infantile » et Bianca Debaets (CD&V) a regretté ces « petits jeux politico-communautaires ». N'en jetez plus !

Tout cela ne veut pas dire que toute la coalition bruxelloise défend bec et ongles le projet : dans plusieurs cabinets, on qualifie le soutien à l'Eurostadium de « loyaliste ». Entendez : on respecte la décision prise sous la précédente législature, par respect pour les engagements pris et les moyens déjà dé-

bloqués, mais sans grand enthousiasme. Ainsi, SPA et Défi, qui ont critiqué le dossier quand ils étaient dans l'opposition sous la précédente législature, sont assez circonspects.

Du côté du CDH, la section locale à la Ville de Bruxelles réclame haut et fort une remise des compteurs à zéro. Les grands défenseurs, on le sait, ce sont le PS et le VLD, ainsi que le MR à la Ville de Bruxelles. L'échevin des sports, Alain Courtois, cheville ouvrière du projet avec le ministre bruxellois VLD Guy Vanhengel, préfère ne pas s'exprimer sur le sujet. Tout comme le bourgmestre de la Ville de Bruxelles, Yvan Mayeur (PS), expliquant qu'il s'agit d'un projet mené par un partenaire privé sur lequel il n'a pas de prise.

Par contre, dans les passages secrets de l'hôtel de ville de la Grand-Place, on s'échauffe. Pour tous, la N-VA veut débrancher la prise et montrer que le projet n'est pas réalisable. « La N-VA bloque tous les projets des Bruxellois, affirme-t-on dans l'équipe socialiste. Elle veut prouver que la gestion de la Région et de la Ville est mauvaise. Il faut que le fédéral monte sur le terrain. »

Pour tous nos interlocuteurs, il est à présent impossible pour le Premier ministre Charles Michel (MR) de rester hors jeu. « Il doit sortir de sa réserve. Si la Belgique n'est pas capable d'avoir un nouveau stade national pour l'Euro 2020, ce sera une claque au niveau international, une preuve que le pays tout entier ne fonctionne pas. La N-VA aura alors atteint son but. »

Pour beaucoup, ces complications étaient à prévoir dès le moment où la Ville et la Région bruxelloise ont décidé de construire ce stade en territoire flamand. Le péché originel est bruxellois. « Nous avons mis la tête dans la gueule du lion et celui-ci est en train de la refermer, commente le conseiller communal, Fabian Maingain (Défi). Il fallait s'y attendre car Bruxelles n'a pas pris assez d'assurances dans les accords avec le promoteur Ghelamco, Anderlecht et la Flandre avant de se lancer. »

Alors, l'Eurostadium pourrait-il servir de monnaie d'échange pour un autre dossier qui tient à cœur à la Flandre ? Le survol de Bruxelles, ou encore l'élargissement du ring ? D'aucuns disent qu'il n'existe aucun chantage car les deux Régions ne se parlent pas. « La Flandre passe ses projets au forceps »,

murmure-t-on.

Par contre, pour d'autres, il existe une autre facette au dossier, plus footballistique cette fois. On sait aujourd'hui que Ghelamco est le mystérieux donateur de l'Antwerp, qui repassera en première division la saison prochaine. En même temps, Bart Verhaeghe, le président du FC Bruges et vice-président de l'Union belge de foot, a toujours critiqué ce projet, disant qu'il ne s'agissait en rien d'un stade national, mais d'un stade pour le club d'Anderlecht. Une concurrence entre équipes flamandes s'organiserait donc dans les vestiaires. Les arbitres Charles Michel et Bart De Wever sont en tout cas appelés pour remettre la balle au centre. ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT
VANESSA LHUILLIER

LE STADE ROI BAUDOUIIN

Pas d'alternative

C'est une question qui revient souvent : si l'Eurostadium tombe à l'eau, quel est le plan B ? La rénovation du Stade roi Baudouin est réclamée par la N-VA. En revanche, au niveau de la Ville de Bruxelles et de la Région, la porte est très clairement fermée : Alain Courtois et Guy Vanhengel répètent à l'envi qu'il n'y a « pas de plan B ». Vu les obstacles sur la route du dossier, l'idée que l'Eurostadium pourrait se faire même après l'Euro2020 commence à émerger dans la majorité. En tout cas, du côté de Ghelamco, cette piste est rejetée. Le promoteur a présenté une étude dont la conclusion est sans ambiguïté : le Stade roi Baudouin n'est pas une alternative crédible à l'Eurostadium, en tout cas lorsqu'on est dans l'optique d'accueillir des matches pour l'Euro2020. Le coût de la rénovation est estimé à 300-400 millions d'euros, soit un prix similaire à celui pour la construction de l'Eurostadium. En plus, la rénovation ne pourrait se faire pour l'Euro 2020. Par contre, du côté du monde de l'athlétisme, on se dit attentif et on prône toujours une rénovation du vieux stade avec une piste d'athlétisme. Selon les acteurs, l'étude de Ghelamco n'est pas juste puisque la rénovation ne coûterait pas plus de 100 millions d'euros.

A.-C. B.
V.L.H.

Ghelamco « Tout le monde dit n'importe quoi à n'importe quel moment »

Philip Neyt est administrateur et porte-parole de Ghelamco sur le dossier de l'Eurostadium.

Comment analysez-vous les propos du ministre Ben Weyts ?

Nous ne comprenons pas car nous suivons toutes les étapes juridiques du projet, nous attendons une décision de la députation provinciale concernant le chemin vicinal qui doit être supprimé. Nous allons faire appel contre le refus de permis d'urbanisme de Grimbergen et cela suit son cours. Nous suivons toutes les étapes et, d'un coup, le ministre dit, out of the blue, qu'il ne veut pas vendre les deux terrains. Alors que l'administration nous a donné des signes opposés dans deux documents écrits, l'un en janvier 2015 et l'un en mars 2016. Alors je m'interroge : où est encore la sécurité juridique dans le pays ? Est-ce qu'elle existe encore ? En plus, est-ce au ministre de donner son opinion sur le dossier alors qu'un recours sera introduit auprès de la députation ? C'est du jamais vu ! Je rappelle que c'est le droit de chaque citoyen d'introduire un recours, c'est dans la loi. Si un ministre peut intervenir sur ce type de procédure, cela pose question. D'autant plus que les politiques ne cessent de dire qu'il faut un climat stable pour favoriser l'investissement dans ce pays. Ce n'est pas ce que j'observe dans ce dossier.

Si le chemin vicinal est supprimé, le dossier peut encore aboutir ?

Oui, il y a de bonnes chances. Ce chemin est vraiment la base de l'avis négatif de l'administration flamande.

Mais il y a aussi des remarques de fond, sur la mobilité, par exemple...

Nous avons toujours dit que nous étions prêts à améliorer le projet pour répondre à ces remarques. Cela semble possible d'obtenir un avis positif pour le permis d'urbanisme sur un terrain sans chemin vicinal, avec des conditions (« Nous allons faire ça pour la mobilité », etc.). Nous sommes prêts à investir dans l'infrastructure, nous l'avons toujours dit et nous le faisons déjà. Nous l'avons fait dans les 1.200 pages du rapport d'incidences, qui a été approuvé par l'administration flamande. Est-ce qu'ils savent encore ce qu'il y a dedans ? Je tiens à dire que si le site ne fonctionne pas au niveau de la mobilité ou d'autres aspects, celui qui va payer le prix, c'est l'investisseur. Nous avons proposé de mettre des tunnels pour améliorer les accès, cela coûte plus cher pour nous, mais nous le faisons. C'est dans notre intérêt d'avoir une mobilité efficace sur le site, ou le business plan ne va pas fonctionner.

Quel message lancez-vous aujourd'hui ?

Le dossier est très complexe, je me demande si les gens le connaissent vraiment. Aujourd'hui, on a l'impression que tout le monde dit n'importe quoi à n'importe quel moment. J'invite tout le monde à analyser davantage le dossier. Il faut aussi dépolitiser le dossier : laissons l'administration faire son travail.

Le stade sera-t-il prêt pour l'Euro2020 ?

Oui, c'est encore possible. On a besoin d'un stade, et si nous ne le faisons pas, nous, d'autres le feront. ■

**Propos recueillis par
A.-C.B.**